

# Sommaire

---

## Fonctionnaires

### **Hamed Bakayolo enseigne des valeurs aux élèves**

Le Nouveau Réveil - mercredi 10 juillet 2019

### **Un régime complémentaire de capitalisation mis en place**

Fraternité Matin - mercredi 10 juillet 2019

### **168 instituteurs adjoints instruits sur la fraude**

Notre Voie - mercredi 10 juillet 2019

### **La MGE-CI ouverte désormais aux salariés du secteur éducation-formation**

L'Intelligent d'Abidjan - mercredi 10 juillet 2019

## Politique

### **Moussa Sanogo annonce des innovations**

Fraternité Matin - mercredi 10 juillet 2019

### **Quattara et Macron se sont parlé, hier**

Soir Info - mercredi 10 juillet 2019

### **Rencontre Gbagbo-Bédié : quelque chose s'est passé au Pdc, hier**

Soir Info - mercredi 10 juillet 2019

### **Fpi, Poci et Afd désavouent le Gouvernement**

Le Nouveau Réveil - mercredi 10 juillet 2019



Semaine de l'Enarque / La semaine de l'Enarque des élèves, la 53e promotion de l'Ecole nationale d'administration (ENA), a débuté le lundi dernier pour prendre fin le 12 juillet prochain.

## Hamed Bakayolo enseigne des valeurs aux élèves

La semaine de l'Enarque des élèves, la 53e promotion de l'Ecole nationale d'administration (ENA), a débuté le lundi dernier pour prendre fin le 12 juillet prochain. Pendant une semaine, les élèves de cette haute Institution de formation des futurs cadres de l'Administration seront instruits sur leurs responsabilités à travers des conférences, des panels, des journées carrière, sportive, santé, sociale, environnementale et des visites institutionnelles. « L'Enarque dans l'émergence de la Côte d'Ivoire » est le thème de la conférence inaugurale prononcée, hier, par Hamed Bakayoko devant la communauté de l'ENA. Hamed Bakayoko a commencé son intervention en affirmant que pour qu'un pays soit émergent, il lui faut créer de la richesse, par une augmentation du PIB. « Pour atteindre tout développement, il faut impérativement avoir des cadres bien formés dans tous les domaines. C'est une compétition mondiale » at-il fait savoir avant de les inviter à être des cadres exemplaires et des modèles pour leur pays, la Côte d'Ivoire. « Les meilleurs se distinguent, ils sont constants, ils sont réguliers, consciencieux et disciplinés » a soutenu le ministre de la Défense. « Toutes les nations qui ont progressé, elles le doivent à une meilleure organisation de leurs administrations », a reconnu Hamed Bakayoko. Le Directeur de Cabinet du ministre de la Fonction publique, représentant le premier responsable de ce département, le Général Issa Coulibaly, a exhorté les élèves à prendre au sérieux les conseils de leur parrain, Hamed Bakayoko, et de s'inspirer des valeurs qu'il incarne. La Directrice Générale de l'ENA, Salamata Traoré, n'a pas dit autre chose : « Chers élèves de la 53ème promotion, cette semaine qui vous est dédiée, profitez-en au maximum. Faites-en bon usage, car vous êtes au terme de votre formation. Vous serez dans les mois qui suivront dans l'opérationnalisation, dans la mise en pratique des connaissances acquises. Les idées, les conseils qu'ils vous prodigueront, vous seront d'un grand intérêt », a-t-elle conseillé à ses élèves.

**FRANÇOIS KONAN**

Pour améliorer la situation des retraités

## Un régime complémentaire de capitalisation mis en place



Oka Séraphin, directeur de cabinet du ministre de la Fonction publique.

La pension : procédures et démarches pour un bon départ à la retraite ». C'est le thème qu'a retenu le ministère de la Fonction publique pour le lancement du petit-déjeuner de presse qu'il a institué en vue de vulgariser ses actions. Le 4 juillet, dans le hall de ce ministère au Plateau, hommes et femmes des médias étaient réunis pour en savoir davantage sur les efforts déployés par le gouvernement en faveur des retraités. Ce fut une occasion pour Oka Séraphin, directeur de cabinet, représentant le ministre de la Fonction publique, le Général Issa Coulibaly, de mettre en évidence la volonté de ce ministère qui, face aux enjeux de la performance de l'administration, se veut plus proche des usagers. « L'organisation de ce petit-déjeuner de presse constitue une plateforme d'information et de sensibilisation des usagers sur toutes les innovations que nous avons initiées pour l'amélioration des conditions de travail et des procédures dans la délivrance des actes administratifs » souligne-t-il. Et justement, le conférencier du jour, Aka Koffi Bernard, a insisté sur l'automatisation et la dématérialisation des actes et procédures permettant aux retraités d'interagir avec les services de la Fonction publique. Il a indiqué, par ailleurs, que la Côte d'Ivoire a choisi le système de la répartition reposant sur la solidarité entre les générations, système dans lequel les pensions des retraités sont financées à partir des cotisations prélevées sur les salaires des fonctionnaires actifs, en service. Avec l'entrée en vigueur de la réforme de 2012, explique-t-il, les taux de cotisation ont connu une hausse passant de 18% à 25%. Ainsi, les taux de cotisation pour

pension sont passés de 6% à 8,33% pour les fonctionnaires et de 12% à l'origine pour l'Etat à 16,67%. Toutefois, l'augmentation des taux de cotisation n'impacte pas négativement les salaires, vu que ces derniers ont été débloqués et augmentés. « On prépare la retraite dès la prise de service...Il faut déposer les dossiers de retraite dans le temps pour bénéficier de tous les droits parce qu'un retraité qui dépose ses dossiers 5 ans après son départ à la retraite est pénalisé », a révélé le conférencier. Autre chose, dans la mesure où, en général, les pensions de retraite sont jugées dérisoires, Lida Oniano Serges Pacôme, conseiller technique, représentant le directeur général de l'Ips-Cgrae, indiquera que le gouvernement est en train de mettre en place un régime complémentaire par capitalisation qui est un investissement individuel permettant au fonctionnaire en service de décider du niveau de cotisation susceptible de lui permettre de jouir d'une retraite sereine et paisible. « Les études ont été faites. Tous les textes sont pris pour la mise en œuvre de ce régime complémentaire », a rassuré Lida Oniano Serges Pacôme. A noter que les fonctionnaires et agents de l'Etat actuellement en service sont estimés à 209.000 pour environ 65.000 retraités. Ce qui équivaut à un ratio d'environ 3,2 fonctionnaires actifs pour un retraité.

**FRANCIS KOUAMÉ**

Le CAFOP supérieur de Daloa a organisé la cérémonie de sortie de la 52<sup>ème</sup> promotion, les 28 et 29 juin 2019, dans ses locaux sous le parrainage d'Abdoulaye Kouyaté, chef de cabinet de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

## 168 instituteurs adjoints instruits sur la fraude

Le CAFOP supérieur de Daloa a organisé la cérémonie de sortie de la 52<sup>ème</sup> promotion, les 28 et 29 juin 2019, dans ses locaux sous le parrainage d'Abdoulaye Kouyaté, chef de cabinet de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Le commissaire N'Guessan Zaga du premier arrondissement de police a instruit les stagiaires sur «r la fraude sur les rappels des instituteurs ». Le conférencier a révélé que « la fraude est inquiétante dans le haut Sassandra. Nous avons découvert le réseau qui établissait des jugements supplétifs frauduleux. Nous avons saisi 350 faux jugements frauduleux établis par des rats des sous-préfectures. La fabrication des cachets des services publics est réglementée et est l'affaire de l'Etat. Malheureusement, des malfrats en fabriquent et causent de sérieux préjudices aux honnêtes citoyens». Ce sont plus 160 participants qui ont échangé avec le commissaire de police soutenu par ses collègues. « En ce qui concerne vos comptes bancaires, on ne communique pas vos codes, vos initiales à quelqu'un d'autre. Nous constatons que trop pressé d'avoir les pièces, les usagers favorisent la fraude, se livrent aux malfrats, aux rats des Sous-préfectures voire de la justice et dans les autres services publics. La fraude au niveau de la solde sur vos rappels est inquiétante. Les participants ont posé leurs préoccupations concernant les huissiers de justice qui «escroquent» les clients. Le commissaire instruira : « Les huissiers de justice ne sont pas au-dessus de la loi. Ils peuvent être condamnés s'ils commettent des cas de fraudes. Un homme de loi n'est pas la loi. Beaucoup d'usagers ont recours aux rats qui les grugent. Les coupeurs de route, ceux qui braquent les responsables des coopératives agricoles, sont des gens qui travaillent dans ces coopératives et qui communiquent la position de celui qui est allé faire des opérations à la banque. Les actes ignobles posés par les cybers criminalité sont sanctionnés. La 2<sup>ème</sup> conférence prononcée par hilaire Kouraye, Inspecteur de l'enseignement préscolaire et primaire de Gbeuly ville. Il a révélé aux Instituteurs stagiaires le rôle fait d'eux des agents de développement. "L'instituteur, agents de développement" Kouraye IEP de Gbeuliville". Selon le conférencier, « en plus de son métier, le Maître joue des rôles essentiels dans les villages. Sa mission s'étend hors de l'école. C'est un Agent de développement. L'Enseignant apprend à l'enfant à se solidariser, se développer dans son environnement. Si vous n'avez pas d'amour pour les enfants, votre mission est

vouée à l'échec. Dans un village, le Maître représente l'Etat. Il doit se distinguer par son comportement loyal. Il est incontournable. Il a des activités très larges. L'instituteur doit être respectueux vis-à-vis des autorités. Il relaie le message de l'Etat, joue le rôle de médiateur », a-t-il fait savoir. Le Directeur du CAFOP Koné Kassoum Patrice a instruit le 168 Instituteurs stagiaires dont 94 filles et 72 garçons sur l'excellence dans leurs classes respectives. Pour le Proviseur de Khalil qui représentait le DRENET FP Adama Sékongo s'est réjoui de la participation des élèves Maîtres. « Il faut apprendre sans cesse pour évoluer. Pour pouvoir bien enseigner, il faut avoir des qualités requises. En plus votre mission d'éducateur, vous formez le caractère infligent de l'enfant. Vous êtes des auxiliaires de l'Etat dans vos villages. L'école forme les citoyens de demain.

**JOSEPH GBEULY**



# La MGE-CI ouverte désormais aux salariés du secteur éducation-formation

La Mutuelle Générale des Enseignants de Côte d'Ivoire (MGE-CI) est ouverte désormais à tous les fonctionnaires et salariés du secteur Éducation-Formation, a indiqué lundi 8 juillet 2019, le porte-parole du collectif des syndicats et associations membres de l'Assemblée générale de cette mutuelle, Charles Alain Kla. "À travers cette ouverture de la Mutuelle Générale des Enseignants, il s'agit désormais de permettre à tous les fonctionnaires et salariés (du privé et du public) exerçant dans les secteurs de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire général, technique, professionnel et supérieur, d'adhérer et de bénéficier des prestations de la Mutuelle", a expliqué M. Kla. Il s'exprimait au cours d'une conférence de presse animée, à Adjamé, en présence des secrétaires généraux de son collectif. Cette décision, selon lui, s'inscrit conformément dans les engagements pris à la dernière Assemblée générale électorale et vise à tenir compte de l'évolution de l'environnement social, du développement de leur mutuelle. S'agissant de la nouvelle composition de l'Assemblée générale de MGE-CI, M. Kla a souligné que "le nombre de membres de ladite Assemblée passe de 188 à 230 avec un renforcement du nombre de délégués régionaux et de délégués des syndicats et associations". "Le Conseil d'administration de la MGE-CI (ex MUPEMENET-CI) avait convoqué une assemblée générale extraordinaire, le 22 juin, à Yamoussoukro, dans le but d'amender ou d'enrichir les textes de notre mutuelle afin de les rendre plus opérationnels et plus dynamiques", a rappelé le porte-parole du Collectif, Charles Alain Kla. Le Collectif des syndicats et associations membres de l'assemblée générale de la MGE-CI regroupe en son sein 22 organisations syndicales et associations, a-t-on appris.



Politique de lutte contre la fraude fiscale / La Côte d'Ivoire, avec son administration fiscale qui a déjà franchi le cap des 2000 milliards de FCfa, fait de la mobilisation des ressources financières intérieures, une de ses priorités.

## Moussa Sanogo annonce des innovations



Moussa Sanogo, le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, a eu une séance de travail avec les agents de la Direction des enquêtes, du renseignement et de l'analyse-risque. (PH: DR)

Dans le cadre de la politique de lutte contre la fraude fiscale, d'importants changements sont attendus dans six mois. C'est Moussa Sanogo, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, en visite de travail, hier, dans les locaux de la Direction des enquêtes, du renseignement, et de l'analyse-risque (Derar) à Cocody-Vallon, qui l'a annoncé. « Dans six mois, nous aurons des changements importants », a annoncé le représentant du gouvernement qui avait à ses côtés ses plus proches collaborateurs ainsi que le directeur général des impôts, Ouattara Sié Abou. Ce changement dont il est question sera la mise en place d'une « matrice d'indicateurs des risques fiscaux ». Celle-ci, selon des sources proches du dossier, devrait permettre de lutter efficacement contre la fraude fiscale. « Nous avons de bonnes perspectives », s'est brièvement félicité le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État. Une annonce qui arrive à un moment où la Côte d'Ivoire, avec son administration fiscale qui a déjà franchi le cap des 2000 milliards de FCfa, fait de la mobilisation des ressources financières intérieures, une autre de ses priorités. Au cours de ce déplacement où Moussa Sanogo s'est enquis des conditions de travail des agents (62) de la Direction des enquêtes, du renseignement, et de l'analyse-risque, il les a invités à redoubler d'efforts. Il les a, par ailleurs, rassurés de la disponibilité de son département à les accompagner en matière de ressources humaines, matérielles, financières, etc., afin qu'ils mènent à bien leurs missions. À cette même occasion, il a rappelé la nécessité de maintenir au moins un taux de croissance moyen de 7% (taux en 2018 : 7,4 %) sur le long terme pour accompagner les défis auxquels la Côte d'Ivoire fait face, à savoir la croissance démographique, la question de l'emploi des jeunes. Sans ces performances,

soutient le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, il sera difficile d'apporter de bonnes réponses aux différents besoins. « L'analyse des risques est un élément extrêmement important dans une économie », fait-il remarquer, d'autant plus qu'elle contribue à « démasquer les fraudeurs ». Créée en 2016, la Direction des enquêtes, du renseignement, et de l'analyse-risque est dirigée par Séka Yvan Serge. Cette importante structure qui a pour mission, entre autres, de rechercher le renseignement à des fins fiscales, selon son directeur général, de procéder à l'analyse de cohérence des informations produites par l'ensemble des services de la Direction générale des impôts, des régies financières et du secteur privé.

**ANOH KOUAO**



EN VISITE EN FRANCE / Le président ivoirien, Alassane Ouattara, s'est entretenu, en tête-à-tête, durant une heure, hier mardi 9 juillet 2019, avec son homologue français, Emmanuel Macron, à l'Élysée.

## Ouattara et Macron se sont parlé, hier



Alassane Ouattara, à l'issue de sa rencontre avec Emmanuel Macron. (Ph. DR)

Le président ivoirien, Alassane Ouattara, s'est entretenu, en tête-à-tête, durant une heure, hier mardi 9 juillet 2019, avec son homologue français, Emmanuel Macron, à l'Élysée. Selon nos sources, les deux hommes ont évoqué la coopération entre la Côte d'Ivoire et la France, mais aussi des questions régionales, continentales et internationales. Au sortir de cette rencontre au sommet, le chef de l'Etat ivoirien s'est prononcé sur la monnaie unique ouest africaine, sur laquelle la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) travaille depuis quelques mois. Selon le numéro 1 ivoirien, qui répondait aux journalistes qui l'attendaient à sa sortie d'audience, les pays de l'Afrique de l'ouest intégreront la monnaie qui pourrait être baptisée « Éco », progressivement, en fonction de leur capacité à respecter les critères de convergences. Il a informé que presque tous les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), qui utilisent le franc Cfa, dont la Côte d'Ivoire, remplissent les conditions d'adhésion à la nouvelle monnaie. À en croire des sources bien introduites, les questions d'ordre sécuritaire, la dette et les travaux du métro d'Abidjan ont été au centre des échanges. Le président ivoirien était accompagné du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly ; du Secrétaire général de la présidence de la République, Patrick Achi ; du Directeur de cabinet, Fidèle Sarassoro ; de l'ambassadeur Charles Gomis, et de Masséré Touré, la directrice de la communication de la présidence. Emmanuel Macron et Alassane Ouattara ont échangé sur la problématique sécuritaire en Côte d'Ivoire et au niveau régional. De fait, la France finance la construction d'une école régionale de lutte contre le terrorisme. Ce projet, a appris

jeuneafrique.com, est sujet à de nombreux blocages. Ce qui agacerait Paris. Par ailleurs, les deux chefs d'Etat ont discuté du désendettement et du projet du métro d'Abidjan. Si à sa sortie d'audience, le président Ouattara n'a pas abordé la question, il est évident que la position du chef de l'exécutif ivoirien concernant sa probable candidature à la présidentielle d'octobre 2020, a été soulevée. Plus simplement, Alassane Ouattara s'est prononcé sur la prestation et la qualification des Éléphants de Côte d'Ivoire à la Coupe d'Afrique des nations (Can) 2019, qui se tient en Egypte. Pour lui, son pays devrait rééditer l'exploit de 2015, car dira-t-il, tout heureux : « jamais deux sans trois ». « Je suis navré pour mes frères maliens, mais je suis un homme heureux. Et maintenant, nous continuons. Vous savez, nous avons bien commencé et je souhaite aux Éléphants de continuer. J'ai déjà eu la chance d'apporter deux coupes de la Can en Côte d'Ivoire. En 92, quand j'étais Premier ministre, et en 2015. Donc, il y a quelques années, j'espère que jamais deux sans trois », a déclaré Alassane Ouattara.

**HERVÉ KPODION**



SITUATION POLITIQUE, RÉCONCILIATION NATIONALE / Une importante réunion tenue, hier au siège du Pdc

## Rencontre Gbagbo-Bédié : quelque chose s'est passé au Pdc, hier



Assoa Adou et Kakou Guikahué ont eu une séance de travail, hier. (Ph. DR)

Ça bouge pour réconcilier Henri Konan Bédié, le président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdc-Rda) et Laurent Gbagbo du Front populaire ivoirien (Fpi). Les deux ex-chefs de l'État devraient bientôt se rencontrer, à Bruxelles, en Belgique. Mais avant, leurs collaborateurs multiplient les réunions, pour tout caler. C'est ce qu'il s'est passé, mardi 9 juillet 2019, à la maison du Pdc-Rda, à Cocody. Le Secrétaire général (Sg) du « Parti de Gbagbo », Dr Assoa Adou, qui conduisait une importante délégation, a échangé avec le Secrétaire exécutif du Pdc-Rda, Professeur Maurice Kakou Guikahué, sur les modalités de cette rencontre historique, attendue par l'opposition ivoirienne. « Le Front populaire ivoirien, sur instructions du président Laurent Gbagbo, s'est engagé depuis janvier dernier, dans une campagne pour la réconciliation nationale. Parce que nous considérons que la réconciliation n'a pas été faite. Et les Ivoiriens, on a l'impression que chacun attend l'autre au tournant. Et le président Gbagbo nous a dit de mener cette campagne. Nous avons écrit à toutes les formations politiques et à beaucoup d'associations dans le pays. Et comme le président Bédié avait demandé au chef du Secrétariat exécutif du Pdc d'aller voir le président Laurent Gbagbo, à Bruxelles. A notre retour, il nous a demandé d'aller remercier le président Bédié. Aujourd'hui, nous venons rencontrer officiellement le Pdc-Rda, effectivement, pour montrer que les Ivoiriens doivent se réconcilier », a déclaré Assoa Adou, à l'issue de la séance de travail. Avant d'affirmer : « c'est une urgence d'ailleurs, cette réconciliation-là. Et le Pdc est le premier parti à accepter notre demande de rencontre.

Donc, nous sommes venus pour entamer les discussions. Nous allons poursuivre les contacts. Une chose est certaine pour l'hôte de Maurice Kakou Guikahué, après les séances de travail, la réconciliation entre le Fpi et le Pdc-Rda ne sera effective et peut-être définitive que si MM. Bédié et Gbagbo se rencontrent et le décident véritablement. « Mais quand deux grandes personnes doivent se rencontrer, nous autres, ce n'est pas de notre rôle d'aller leur poser la question. Nous attendons. Si ça se fait, nous allons applaudir. Donc on est dans l'attente », a espéré Assoa Adou. Le collaborateur de Laurent Gbagbo a lancé un appel à toutes les formations politiques ivoiriennes, leur demandant d'accepter de recevoir les émissaires de l'ancien président. « Nous souhaitons que toutes les formations politiques de Côte d'Ivoire, toutes les grandes organisations de Côte d'Ivoire, acceptent cette demande du Front populaire ivoirien, pour qu'on ait les discussions » a-t-il insisté. L'interpellation du président du Rassemblement du peuple de Côte d'Ivoire (Rpci), Bamba Moriféré, a fait réagir le cadre du « Parti de Gbagbo ». Il s'est souvenu du sort qui lui avait été réservé dès son retour d'exil, en novembre 2014. « Ce qui est arrivé à Moriféré, fait penser à mon cas. Moi, j'étais rentré en novembre 2014, juste pour faire la campagne du président Laurent Gbagbo, concernant le Congrès du Front populaire ivoirien. Un soir, à 20h30, ma maison a été cernée par les hommes armés avec des Kalachs, sur les toits, devant les portes. Quand j'ai demandé : vous avez un mandat ? Ils ont dit qu'eux, ils n'ont pas besoin de mandat. J'ai été enlevé et j'ai fait quatre ans de prison dont une bonne partie au camp de Bouaké. Heureusement pour Moriféré, il a échappé. Il est convoqué pour aller encore répondre. Je souhaite qu'il ne soit pas encore arrêté. Parce que comme on le dit dans ce pays, il y a la loi et la décision. C'est-à-dire, celui qui décide n'a pas besoin de suivre la loi. Ce qui est déplorable, et c'est ce que le Fpi dénonce. C'est-à-dire qu'on s'est battu pour avoir la démocratie, aujourd'hui, la démocratie n'existe plus en Côte d'Ivoire. A, a décrié Assoa Adou, exhortant le pouvoir Ouattara à se ressaisir. « Mais bien entendu, nous espérons que les autorités vont se ressaisir et permettre à l'opposition de s'exprimer. D'ailleurs, c'est dans leur intérêt que l'opposition s'exprime. Ils sauront alors qu'est-ce que veut dire l'opposition. Or, en ce qui nous concerne, nous voulons la paix. Nous ne voulons pas que ce pays soit totalement détruit », a-t-il dit.

HERVÉ KPODION



Projet de loi portant recomposition de la Cei

# Fpi, Poeci et Afd désavouent le Gouvernement

Mercredi 03 juillet, le Gouvernement a annoncé l'adoption d'un projet de loi portant recomposition de la Cei. Depuis ce jour, les critiques fusent de partout. L'opposition se montre de plus en plus incisive sur la question. Dès le lendemain, le Front populaire ivoirien (Fpi) de Pascal affi n'guessan et l'afd ont fait connaître leur position. Ils demandent au Gouvernement de revenir à la bonne conscience. « Le Fpi et l'Afd font connaître que cette initiative du Gouvernement n'est pas le résultat du dialogue politique avec les partis politiques et les organisations de la société civile. En effet, la première étape de ce dialogue a enregistré 11 propositions différentes émanant des 11 organisations participant aux négociations. Le Pv de cette étape mentionne des points d'accord et d'autres points sur lesquels les discussions doivent se poursuivre. Le Fpi et l'Afd sont dans l'attente de cette seconde étape du dialogue. Dans la forme, le texte adopté en Conseil des ministres est une initiative parallèle, personnelle et solitaire du Gouvernement qui n'engage nullement l'Afd et le Fpi. Les négociations ne sont pas terminées » ont-ils récommandé. Le Fpi d'affi n'guessan et l'afd poursuivent pour dénoncer « la mainmise de la majorité présidentielle sur la Cei avec 7 représentants sur 15 membres (4%) contre 3 membres pour l'opposition (20%) et 5 pour la Société civile (30%). « Au total, le Fpi et l'Afd affirment que dans le fond comme dans la forme, ils ne sont concernés ni de près ni de loin » ont-ils pesté. Ces interpellations seront reprises, lundi, par l'Observatoire la Plateforme des organisations de la société civile pour l'observation du processus électoral en Côte d'Ivoire (Poeci). Cette organisation de la Société civile déplore, entre autres dérives, « l'absence des partis et groupements politiques tels que le Pdc et l'Eds tout au long du dialogue politique. La Poeci a même souhaité voir « une personnalité issue de la société civile comme président de la commission centrale ». a la lecture de ces positions tranchées, le pouvoir gagnerait à respecter les injonctions de la Cour africaine des droits de l'homme.

**JB KOUADIO**